

Ils dénoncent les suppressions de postes aux impôts



CERGY, HIER MIDI. Les syndicalistes estiment que le moment est mal choisi pour supprimer ces 55 postes. En période de crise, les fonctionnaires des impôts sont en effet davantage sollicités. (LP/L.M.)

CINQUANTE-CINQ silhouettes noires comme celles que l'on voit parfois au bord des routes, là où il y a eu un accident mortel. C'est le symbole macabre que brandissaient hier midi près de 70 fonctionnaires des impôts devant la Direction générale des finances publiques (DGFIP) du département, à Cergy. Ils entendaient dénoncer la suppression de 55 postes dans le Val-d'Oise et la dégradation des conditions de travail qui en découle.

Nathalie Desjacques, responsable CGT, dénonce « des suppressions d'emplois qui nuisent au service public. On réduit de plus en plus de postes, mais le travail reste le même. Alors on est obligés de le faire moins bien. » Cette réduction d'effectif, qui

doit entrer en vigueur le 1^{er} septembre 2010, est d'autant plus mal vécue par les syndicalistes qu'elle intervient en pleine crise économique, quand le service public de l'impôt est particulièrement sollicité par les particuliers, demandeurs de renseignements. Pour Michel Morin, du Snui (Solidaires), « on est dans la même situation qu'à Pôle Emploi, qui se restructure au plus mauvais moment ».

« On ne supprime pas des hommes mais des chaises »

Après leur rassemblement hier, les fonctionnaires sont montés dans les bureaux de la DGFIP pour remettre une pétition à Claude Lestavel, di-

recteur des services fiscaux du département. Celui-ci a rappelé que les suppressions de postes interviennent dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, qui donne le cap d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite non remplacé. « On ne supprime pas des hommes mais des chaises », résume-t-il. Il souligne aussi « les gains de productivité qu'amène la déclaration par Internet ou les déclarations pré-remplies et qui permettent d'envisager ces suppressions de poste ». Et s'il assure entendre les plaintes des fonctionnaires sur leurs conditions de travail, il conclut qu'« on ne peut pas éviter les suppressions de postes. A nous de faire en sorte que ça se passe le mieux possible. »

LOUIS MOULIN